

## 14ème législature

<b>Question N° :</b> <b>74069</b>	De <b>Mme Arlette Grosskost</b> ( Union pour un Mouvement Populaire - Haut-Rhin )	<b>Question écrite</b>
<b>Ministère interrogé</b> > Éducation nationale, enseignement supérieur et recherche		<b>Ministère attributaire</b> > Décentralisation et fonction publique
<b>Rubrique</b> > grandes écoles	<b>Tête d'analyse</b> > ENA	<b>Analyse</b> > concours d'entrée.
Question publiée au JO le : <b>17/02/2015</b> Réponse publiée au JO le : <b>24/03/2015</b> page : <b>2230</b> Date de changement d'attribution : <b>24/02/2015</b>		

### Texte de la question

Mme Arlette Grosskost attire l'attention de Mme la ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche sur l'arrêté du 16 avril 2014 fixant la nature, la durée et le programme des épreuves des concours d'entrée à l'Ecole nationale d'administration. Cet arrêté précise que l'épreuve de langue vivante porte sur l'anglais. Le candidat n'a donc pas d'autres choix de langue étrangère. Outre le fait que rien n'oblige un étudiant français à choisir d'étudier la langue de Shakespeare comme langue étrangère lors de son cursus scolaire et porte donc préjudice aux étudiants n'ayant pas fait ce choix, Mme la députée rappelle que le Parlement européen défend le multilinguisme. Choisir l'anglais comme unique langue étrangère d'examen méconnaît cette richesse et l'érige comme langue officielle des échanges autre que le français. L'article 5 précise que pendant la période 2015-2017, le candidat pourra choisir une autre langue étrangère parmi une liste déterminée, à titre de dispositions transitoires. Elle s'inquiète d'une telle décision et alerte les pouvoirs publics sur les conséquences de cet arrêté.

### Texte de la réponse

La nature, la durée et le programme des épreuves des concours d'entrée à l'Ecole nationale d'administration ont été modifiés par l'arrêté du 16 avril 2014. Celui-ci introduit notamment une épreuve d'anglais obligatoire aux trois concours de l'Ecole nationale d'administration. La maîtrise de l'anglais, devenue la langue de travail européenne et internationale, est en effet nécessaire à la pratique professionnelle des cadres supérieurs de la fonction publique de l'Etat et ne peut être atteinte que s'ils disposent d'un niveau initial minimal. L'entrée en vigueur de cette épreuve est toutefois différée à 2018, alors que les concours réformés sont mis en oeuvre dès 2015, afin de laisser aux futurs candidats, qui conserveront durant cette période et sans aucune restriction le choix d'une autre langue vivante parmi celles proposées, le temps nécessaire pour s'adapter. A contrario, la création d'une deuxième épreuve de langue vivante ne semble pas pertinente au regard, d'une part, de l'égalité de traitement entre les candidats, d'autre part, des difficultés d'organisation et des coûts supplémentaires qu'elle engendre. En effet, nombre de candidats externes provenant de l'université ne maîtrisent pas de deuxième langue vivante, tandis que nombre de candidats des concours internes et troisièmes concours ont cessé de maintenir leurs compétences dans leur seconde langue vivante. Au demeurant, les langues étrangères constituent un enjeu essentiel dans le cadre européen. Ainsi, les élèves de l'ENA bénéficient, au cours de leur formation d'une durée de deux ans, d'un apprentissage soutenu et de qualité avec l'obligation de choisir deux langues vivantes, pour un total de 180 heures de cours. Les langues enseignées à l'Ecole sont multiples : anglais, allemand, espagnol, italien, russe, portugais, arabe et chinois. En marge des cours obligatoires, l'ENA offre aussi la possibilité aux élèves de travailler en auto-formation grâce à quatre laboratoires multimédia, de disposer de nombreuses ressources documentaires et pédagogiques et de



participer à des activités extra-scolaires variées : débats, clubs et conférences sont ainsi proposés par les professeurs. La richesse internationale de la population strasbourgeoise vient également compléter ces opportunités d'apprentissage de langues étrangères. Le gouvernement veillera à ce que cette politique d'apprentissage des langues étrangères à l'ENA soit maintenue.